



Bruxelles, le 16 octobre 2013

### Communiqué de presse

**Les États, tant en Europe qu'en Amérique latine, continuent d'échouer en matière d'éradication de la violence et des assassinats de femmes.**

**Bruxelles, 16 octobre 2013.** Le féminicide est la forme la plus extrême de violence faite aux femmes. C'est pourquoi, les réseaux européens de la société civile CIFCA et Grupo Sur ainsi que la Fondation Heinrich Böll ont lancé aujourd'hui au Parlement européen une campagne qui a pour objet de rendre visible ce phénomène en Europe comme en Amérique latine afin d'en finir avec l'impunité qui l'exacerbe.

La première démarche de cette campagne a été la réalisation d'une vidéo à laquelle ont participé différents eurodéputés, des représentants de la société civile et des personnes des deux continents. On y définit le phénomène du féminicide et ses caractéristiques en mettant l'accent sur la situation dramatique actuelle et en insistant sur le rôle important des gouvernements, tant d'Europe que d'Amérique latine, quant au respect et à la ratification des traités et conventions internationaux qui protègent les droits des femmes.

La vidéo « Regard sur le féminicide en Amérique latine et en Europe » a pu compter sur la participation, entre autres, de Mikael Gustafsson, eurodéputé du Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique, de Cécile Gréboval, secrétaire générale du Lobby européen des femmes, et de Gustavo Hernández, du Réseau d'organisations de la société civile latino-américaine de promotion au développement (ALOP). Les eurodéputés Raül Romeva et Ska Keller, du Groupe des Verts/Alliance libre européenne, Marc Tarabella, du Groupe de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates, et Dagmar Schumacher, directrice du bureau d'ONU

Femmes à Bruxelles, ont participé également au lancement de cette campagne.

**« Dans beaucoup de pays, le féminicide est accepté, justifié et toléré. »**

L'ONU, par l'intermédiaire de sa Commission sur la condition de la femme, reconnaît le phénomène du féminicide et appelle les gouvernements à promouvoir des politiques adéquates afin de mettre fin à l'impunité. Dagmar Schumacher, directrice du bureau d'ONU Femmes à Bruxelles, a rappelé, durant cet événement, que selon le rapporteur spécial de l'ONU chargé de la question de la violence contre les femmes, le nombre de femmes tuées pour des raisons de genre atteint des proportions alarmantes.

Marc Tarabella (S&D), de son côté, a appelé les pays européens à ratifier la Convention d'Istanbul, premier instrument contraignant en matière de prévention et de lutte contre la violence faite aux femmes et la violence de genre, signée à Istanbul en 2011.

Cinq des douze pays qui ont le taux le plus élevé de féminicide se trouvent en Amérique latine. Au Guatemala, 658 femmes ont été assassinées en 2012. En Colombie, en 2011, 52 femmes par jour ont été victimes de violence sexuelle, un crime qui a augmenté par rapport à 2010 et qui reste impuni. En Europe, pour la seule Italie, 137 femmes ont été tuées en 2012; plus de la moitié des mains de leur conjoint. Bien que ce soit principalement dans la sphère domestique que se commettent les assassinats de femmes, il y a beaucoup de raisons et de contextes pour que ces crimes aient lieu aussi dans la sphère publique : « *au Mexique par exemple, le trafic de drogues et la lutte contre le crime organisé attentent à leur sécurité* », a expliqué Ska Keller, députée européenne du parti des Verts.

**En finir avec l'impunité et assumer nos responsabilités**

L'augmentation continue du féminicide dans la majeure partie de l'Amérique latine et l'impossibilité de le réduire en Europe mettent en évidence l'échec des États à remplir leur devoir de prévenir et d'éradiquer cette forme extrême de violence contre les femmes.

Dans ce contexte, deux membres de l'Assemblée parlementaire euro-latino-américaine (EuroLat), Gloria Flores, parlementaire andine, et Raúl Romeva i Rueda, membre du Parlement européen, ont été à l'origine de l'élaboration d'une résolution sur le féminicide en Europe et en Amérique latine.

La campagne lancée aujourd'hui au sein du Parlement européen mettra en mouvement cette résolution qui, bien qu'elle ne soit pas contraignante, constitue cependant une opportunité pour créer un espace d'articulation et de débat entre la société civile et les États, capable d'influer sur la volonté politique et la sensibilisation des décideurs des politiques publiques. On cherche là tout spécialement à toucher les représentantes et les représentants de l'Assemblée parlementaire EuroLat et à travers eux, les gouvernements.

Cette initiative est soutenue par d'autres organisations européennes comme ALOP, Amnesty International, APRODEV, Lobby européen des femmes et OIDHACO.

La vidéo peut être vue sur le site Internet suivant :

[Voir vidéo en français](#)

ALOP - AMNESTY INTERNATIONAL - APRODEV - CIFCA - FONDATION HEINRICH BÖLL - GRUPO SUR –  
OIDHACO